



Raidissement de l'Allemagne dans la crise ukrainienne

Le sommet du G20 à Brisbane en Australie les 15 et 16 novembre 2014 et la visite, dans la foulée, du ministre allemand des Affaires étrangères, Frank Walter Steinmeier, à Moscou ont été l'occasion pour l'Allemagne de raidir ses positions à l'égard d'une Russie qu'elle voit désormais davantage comme un danger sérieux pour la paix et la sécurité en Europe. Jusqu'à maintenant, la chancelière et, avec des nuances, le ministre des Affaires étrangères adoptaient les sanctions proposées par les États-Unis et l'Union européenne mais mettaient en garde contre le danger d'escalade et veillaient à ce que le dialogue avec la Russie ne soit pas interrompu. Cela leur valait à l'occasion le reproche de la part de leurs alliés d'empêcher un positionnement plus cohérent et surtout plus dur de l'Union européenne et d'être soupçonnés de penser au moins autant aux intérêts commerciaux et économiques de l'Allemagne en Russie qu'aux intérêts de l'Ukraine. Un soupçon à vrai dire tempéré en France par l'affaire des « Mistral » construits à Saint-Nazaire pour le compte de la Russie, le report de la livraison du premier permettant pour l'instant à la France d'éviter une recrudescence des tensions aussi bien avec la Russie qu'avec ses alliés. Qui ne dit pas aujourd'hui en France avec François Fillon (sur BFMTV le 16.11.2014, dans le cadre du journal de 19 h) qu'« il n'y a pas de raison que la France soit la seule à payer » ?

À la suite d'un long entretien avec Vladimir Poutine en Australie, Angela Merkel a tenu le discours annuel du *Lowy Institute for International Policy* à Sydney le 17 novembre. Le centenaire de la Première Guerre mondiale

lui a servi d'entrée en matière quand elle s'est interrogée sur les origines du conflit dû, entre autres, « à l'incapacité des élites des États européens de se parler et à l'échec complet de la diplomatie. » Et la chancelière d'ajouter que « l'on manquait alors des mécanismes et institutions propres à favoriser l'échange de vues, le développement de la confiance et la coopération. » Il manquait aux protagonistes de l'époque « la volonté de trouver des compromis et de régler les différends existants de façon pacifique. » Certes aujourd'hui les pays de l'Union européenne, à l'inverse de 1914, disposent des moyens et mécanismes pour dialoguer et se faire confiance, mais, pointant du doigt la Russie, la chancelière a remarqué qu'« il est aujourd'hui encore en Europe des forces qui refusent de respecter les autres et ne cherchent pas à régler des conflits dans le respect du droit. C'est exactement ce qui s'est passé au début de cette année quand la Russie a, en violation du droit international, annexé la Crimée. » La Russie « attende à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de l'Ukraine » parce qu'« elle fait partie, à ses yeux, de sa sphère d'influence », une politique, pour Angela Merkel, 25 ans après la chute du Mur de Berlin, d'un autre âge (*altes Denken in Einflusssphären*). En conséquence de quoi, l'Allemagne en tant que membre de l'Union européenne, soutient politiquement et économiquement l'Ukraine sans toutefois négliger tout ce qui permettra d'aboutir à une solution pacifique du conflit et applique des sanctions économiques contre la Russie « dans la mesure du nécessaire et aussi longtemps que de besoin », l'objectif poursuivi étant une Ukraine souveraine et indivisible capable de

se déterminer en toute liberté. Rien de vraiment nouveau au fond, c'est la tonalité qui faisait la différence.

La divulgation au même moment par *Der Spiegel* d'une étude confidentielle du ministère allemand des Affaires étrangères sur la politique russe dans les Balkans a aggravé aux yeux de l'opinion publique allemande la dangerosité de la Russie de V. Poutine qui chercherait désormais à utiliser son influence en Serbie pour contrer les avancées qu'y fait l'Union européenne. Le ministre d'État Michael Roth a déclaré à ce propos que l'Allemagne ne pouvait se livrer avec la Russie à une lutte comme si elles étaient « des concurrentes » et qu'elle ne pouvait qu'expliquer aux États des Balkans qu'ils n'avaient qu'intérêt à entrer dans l'Union européenne (cf. *t-online*, 16.11.2014). L'Allemagne voit à vrai dire dans cette menace que la Russie chercherait à accroître son influence dans les Balkans une réaction aux positions intransigeantes des Occidentaux sur l'intégrité territoriale de l'Ukraine et l'avenir de ses territoires russophones à l'Est.

Ce raidissement allemand intervient dans le contexte du 25^e anniversaire de la chute du Mur qui apparaît à la chancelière comme au président fédéral Joachim Gauck comme la preuve qu'à défendre le droit et la liberté on est toujours du côté des vainqueurs. Il est l'expression de la déception du gouvernement allemand de voir que ses efforts pour empêcher l'escalade n'ont pas encore abouti et du constat qu'elle est butte aux critiques d'autres États, comme les États baltes et dans une certaine mesure aussi la Pologne, tentés par la surenchère antirusse. M. Gorbatschow, dont l'un des mérites historiques est de ne pas avoir empêché, en son temps, l'ouverture du Mur, contribuant ainsi à la réalisation de l'unification de l'Allemagne en 1990, a, quant à lui, pris prétexte de sa venue à Berlin à cette occasion pour rappeler que les Occidentaux n'avaient pas tenu toutes les promesses du partenariat pour la paix qu'ils avaient fait miroiter à ce qui était encore l'Union soviétique. Gorbatschow est ainsi devenu une de ces personnes qui « comprennent Poutine », un « Putin-Versteher », formule dont on ne sait plus très bien aujourd'hui en Allemagne si elle est encore connotée un peu positivement ou carrément négative. Le SPD ne manque pas d'une certaine compréhension à l'égard de Poutine, il se fonde quand il le fait, plutôt au sein de sa gauche et de la vieille garde qui a

fait l'*Ostpolitik* de Willy Brandt, sur la position médiane que jouait et devrait continuer de jouer l'Ukraine entre l'Union européenne et la Russie au risque sinon de ne cesser d'être tiraillée entre l'Est et l'Ouest.

Il est, par ailleurs, un argument qui, dans tous les débats sur l'Ukraine, n'est pas, selon nous, suffisamment pris en compte : on n'a plus dans l'Ukraine d'aujourd'hui, dans celle issue des manifestations de la place Maïdan comme dans l'Ukraine russophone, de sentiment de solidarité nationale et cela ne peut qu'engendrer des velléités séparatistes qui ne sont pas seulement l'expression de la volonté de pouvoir d'un Poutine mais aussi d'un besoin propre d'autodétermination.

La situation est d'autant plus difficile à faire évoluer que dans l'affaire de l'Ukraine, une « faute originelle a été commise » pour reprendre l'expression de F. Fillon sur BFMTV : l'Union européenne, au moment d'engager des négociations avec l'Ukraine aurait dû dialoguer avec la Russie pour éviter de lui donner le sentiment que petit à petit, au nom de la démocratie, l'occident grignotait son ancienne « zone d'influence », terme qui relève sans doute de la *Realpolitik*, mais qui décrit aussi une réalité qu'on ne peut, en toute bonne foi, ignorer dans un conflit. Le dilemme reste grand entre respect du droit de chaque pays à s'autodéterminer et prise en compte des rapports de force passés et présents et encore entre droits pluriels à l'autodétermination et le respect des minorités. Soutenue diplomatiquement par les Occidentaux, l'Ukraine de Kiev a cherché à reconquérir militairement l'Ukraine de l'Est russophone, tablant sur la capacité de la communauté internationale à empêcher une intervention militaire ouverte de la Russie. Constatant son échec, elle est en train de se retirer de cette région. Ce serait le moment de voir dans le cadre d'une conférence internationale quel compromis est pensable entre l'Est et l'Ouest pour préserver l'intégrité territoriale de l'Ukraine (avec ou sans la Crimée ?) et garantir les droits des minorités russophones, minorités dans l'ensemble de l'Ukraine, mais majoritaires chez elles en Ukraine de l'Est. À elles de garantir, à leur tour, à leurs propres minorités des droits imprescriptibles. Cela ne devrait pas être la quadrature du cercle mais le résultat de la recherche d'un compromis.

- Jérôme VAILLANT -